

Lamonde, Pierre et Mario Polèse. *Le déplacement des activités économiques dans la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981*. Montréal : INRS-Urbanisation, « Études et documents » no 45, novembre 1985. 119 p. 38 tableaux, 1 carte, 3 appendices

Richard Morin

Volume 15, Number 2, October 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1018630ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1018630ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Morin, R. (1986). Review of [Lamonde, Pierre et Mario Polèse. *Le déplacement des activités économiques dans la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981*. Montréal : INRS-Urbanisation, « Études et documents » no 45, novembre 1985. 119 p. 38 tableaux, 1 carte, 3 appendices]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 15(2), 212–214. <https://doi.org/10.7202/1018630ar>

des pratiques dont Fortin et Parent esquissent les contours dans leur étude.

Un premier constat révèle que sur les 15 MRC étudiées, seules 4 peuvent encore être classées dans le même type que lors de la première étude. Un tel décalage n'était pas absolument imprévisible, à notre avis, étant donné les variables retenues pour définir ces types, qui reflétaient en partie une situation conjoncturelle. Par exemple, le fait de confier la confection du règlement de contrôle intérimaire à une firme mais de préparer le schéma en régie interne ne marque qu'une évolution logique car les structures de la MRC une fois mises en place peuvent le plus souvent prendre le relais. On reste d'ailleurs sur sa faim, car le rapport ne revient pas explicitement sur cette transformation de la typologie, dont aucune hypothèse ne vient rendre compte. Et les éléments descriptifs présentés sont trop succincts pour suggérer quelque explication que ce soit. Avancer que les MRC tendent vers un modèle unique, du type «participationniste» (p. 15) nous semble une affirmation pour le moins hasardeuse.

En ce qui a trait à la vérification de l'hypothèse posée à la fin de la première étude, à savoir que ce seraient les MRC rurales et peu peuplées qui désireraient voir augmenter leurs responsabilités, elle n'est que partielle puisque l'inverse n'est pas forcément vrai. Même si certains maires urbains sont encore réticents, surtout dans des villes moyennes «capitales» d'un hinterland rural (p. 17), d'autres réalisent le potentiel des MRC et sont ouverts à des transferts de pouvoirs. Le bilan n'est sûrement pas fait des conditions dans lesquelles on pourrait observer une réapparition des oppositions entre le milieu rural et le milieu urbain.

Dans la suite de la première partie, le rapport présente la synthèse des données obtenues par entrevues et donne un tableau largement impressionniste des variations de situation. Les rapports des élus avec le gouvernement et ses fonctionnaires sont présentés rapidement, ainsi que le rôle respectif du préfet, du secrétaire-trésorier et de l'aménagiste, d'une MRC à l'autre. Les modalités de l'information et de la participation du public et des groupes lors de l'élaboration du schéma sont évoquées, sans rapport aucun avec les types de MRC. Les responsabilités nouvelles que voudraient les MRC ne sont que catégorisées et les considérations très générales du rapport ne permettent pas de saisir qui voudrait des responsabilités, ni pourquoi.

La deuxième partie avait pour objectif de dégager, au-delà des attitudes et opinions, les conduites effectives, le vécu quotidien des MRC. L'indice retenu a été la nature des résolutions votées au Conseil de la MRC, dont l'occurrence statistique a été confrontée aux types de MRC. Si la nature des résolutions informe certainement sur l'orientation des préoccupations de chaque MRC, il nous semble que le décompte du nombre de résolutions par catégorie puisse tromper sur l'importance accordée par la MRC à tel ou tel

domaine. Ainsi, il n'est pas étonnant de retrouver un grand nombre de résolutions concernant les fonctions administratives ou d'aménagement de la MRC, en période de préparation du schéma; le pourcentage, même relativement faible, observé pour des catégories telles que les rapports avec le milieu ou d'autres MRC, ou avec la vie municipale, peut renvoyer à des pratiques dont la nature devrait être précisée, puisqu'elles pourraient justement donner des informations sur l'ouverture des MRC à de nouvelles responsabilités. Plutôt que l'énumération et la compilation statistique de ces catégories de résolutions, nous aurions aimé comprendre quelle est la signification de la réalité sous-jacente. Or il ne semble pas que la recherche ait développé un questionnement systématique pour essayer de comprendre les déterminants de l'action innovatrice des MRC.

Bref, derrière les résolutions, il aurait fallu aller chercher un contenu beaucoup plus qualitatif, concernant tout ce qui à l'heure actuelle va déjà au-delà de la préparation du schéma et révèle les possibilités d'action concertée au niveau de la petite région. Souhaitons qu'une étape ultérieure de la recherche dépasse ce stade de la description d'une réalité mouvante. Le questionnement amorcé dans la première étude visait, à travers l'explication des types de MRC, à exprimer les conditions nécessaires à l'extension des mandats des MRC. Il ne nous apparaît pas que la deuxième partie de l'étude soit parvenue à préciser des hypothèses correspondantes, ni à les vérifier, puisqu'elle se borne à des constats qui ne vont guère au-delà de la description.

Béatrice Sokoloff
Institut d'urbanisme
Université de Montréal

NOTES

1. Fortin, G. et Parent, L. *Les MRC et leur capacité d'extension*. Montréal, INRS-Urbanisation, coll. Etudes et documents, no 38, sept. 1983.

Lamonde, Pierre et Mario Polèse. *Le déplacement des activités économiques dans la région métropolitaine de Montréal de 1971 à 1981*. Montréal : INRS-Urbanisation, «Études et documents» no 45, novembre 1985. 119 p. 38 tableaux, 1 carte, 3 appendices.

Le grandes villes nord-américaines et européennes sont l'objet d'un double mouvement de désindustrialisation et de tertiarisation qui vient transformer leurs structures économiques. C'est dans cette perspective que Pierre Lamonde et Mario Polèse examinent l'évolution spatiale du secteur manufacturier et du secteur tertiaire à l'intérieur de la région métropolitaine de Montréal, au cours de la décennie

1970. Cette évolution est caractérisée par un processus de déconcentration de l'emploi de la ville centrale vers les zones périphériques et un processus de restructuration des économies des différentes zones constituant la région métropolitaine.

Le processus de déconcentration se fait particulièrement sentir dans le secteur manufacturier. Ce secteur fait l'objet du premier chapitre de l'étude. Les auteurs constatent que l'augmentation de l'emploi manufacturier dans la région métropolitaine de Montréal est inférieure à celle observée à Toronto et à Vancouver, mais supérieure à celle de la moyenne des grandes régions métropolitaines des Etats-Unis et de la Communauté économique européenne. L'emploi manufacturier décroît cependant fortement dans le centre-ville de Montréal et dans le reste du centre de la région (correspondant en grande partie à la ville de Montréal, moins le centre-ville), alors qu'il s'accroît rapidement en périphérie, la relocalisation des activités se faisant selon un axe principal est-ouest et un axe secondaire nord-sud.

Les groupes d'activités fortement déconcentrés sont les bois, le meuble, le papier, la première transformation des métaux, les produits métalliques, la machinerie, l'équipement de transport, les produits électriques, les produits minéraux non-métalliques et la triade des produits chimiques, du caoutchouc et du pétrole. Pour certains de ces groupes, le processus de déconcentration tient au fait que leur marché est métropolitain et dispersé. Pour d'autres, ce processus est explicable par les caractéristiques des terrains industriels situés en périphérie: «meilleure qualité», «disponibilité plus grande» et «infériorité des prix» (p. 29).

Certains groupes restent cependant encore fortement concentrés. Ils nécessitent des superficies moins grandes. Les zones centrales demeurent le coeur de leur marché. Enfin, ils requièrent un taux important de main-d'oeuvre. Il s'agit principalement de la bonneterie, du vêtement et de l'imprimerie et, secondairement, des aliments, des boissons et du tabac. L'emploi de ces groupes est fortement localisé dans les deux zones centrales. La grande proportion d'activités moins productives, donc plus fragiles face à la concurrence extérieure, explique également, outre le processus de déconcentration, la baisse du nombre d'emplois manufacturiers dans ces deux zones. Pour les auteurs, le devenir manufacturier de ces zones centrales n'est guère prometteur. Le centre-ville de Montréal est en voie de désindustrialisation, de même que, dans une moindre mesure, le reste du centre de la région. Dans un avenir plus ou moins lointain, l'imprimerie ne resterait vraisemblablement que la seule activité manufacturière d'importance dans la ville centrale. Les auteurs terminent le premier chapitre en soulignant qu'en plus des facteurs mentionnés plus haut, un autre facteur «a sûrement joué» dans ce processus de désindustrialisation: «l'absence, jusqu'au début de la présente décennie, d'une politique industrielle vigoureuse de la part de la Ville de Montréal» (pp. 54-55), alors que plusieurs

municipalités de banlieue ont fait preuve de dynamisme en matière de promotion industrielle.

Ce sont les activités tertiaires qui constituent, pour les auteurs, le secteur d'avenir de l'économie de la ville de Montréal. Ce secteur fait l'objet du second chapitre. Trois grands groupes tertiaires sont distingués: le tertiaire traditionnel qui comprend les services à la consommation et se caractérise par des salaires peu élevés et de faibles possibilités d'exportation; le tertiaire moderne qui regroupe les services à la production et offre des salaires élevés et de plus grandes possibilités d'exportation; enfin, le tertiaire public et para-public qui correspond aux services gouvernementaux et para-gouvernementaux et se caractérise par des salaires élevés et des possibilités limitées d'exportation.

Au cours des années 1970, l'emploi tertiaire s'est considérablement accru dans la région métropolitaine de Montréal. En 1981, ce secteur y rassemble environ les deux tiers de la main-d'oeuvre. La faible croissance de l'emploi manufacturier se trouve ainsi compensée. Toutefois, l'augmentation de l'emploi tertiaire repose surtout sur les services à la consommation et les services gouvernementaux et para-gouvernementaux, alors qu'à Toronto et Vancouver, cette augmentation tient davantage aux services à la production. Le tertiaire exportateur serait donc relativement sous-développé dans la région métropolitaine de Montréal.

Comme le secteur manufacturier, le secteur tertiaire se déconcentre. Les trois grands groupes d'activités sont touchés, mais les services à la consommation, qui suivent les mouvements de population, le sont davantage. Cependant, contrairement au secteur manufacturier, le secteur tertiaire, malgré ce processus de déconcentration, conserve un pôle très important dans les deux zones centrales. L'emploi tertiaire y connaît même une augmentation, entre 1971 et 1981, augmentation qui compense la diminution de l'emploi manufacturier. D'ailleurs, le secteur tertiaire fournit la presque totalité de l'emploi offert au centre-ville de Montréal. Les services financiers et les services aux entreprises «qui forment le coeur du tertiaire exportateur» (p. 73) y regroupent plus du tiers de l'emploi tertiaire. Ce tertiaire exportateur, ou tertiaire moteur, représente, dans son ensemble, plus de la moitié des activités tertiaires du centre-ville. Le «besoin de contacts inter-personnels» (p. 78) explique, selon les auteurs, pour le centre-ville de Montréal comme pour celui d'autres grandes villes, cette concentration d'activités tertiaires. Lamonde et Polèse remarquent toutefois que le tertiaire moteur n'a pas connu, malgré son importance, une forte croissance au centre-ville.

Il y aurait eu déplacement de certaines activités de ce tertiaire moteur vers Toronto. Ainsi, le processus de déconcentration du secteur tertiaire ne serait pas seulement dû à la relocalisation d'activités vers les zones périphériques, mais aussi vers Toronto. En fait, notent les auteurs, le centre-

ville de Montréal n'est pas, sur le plan des activités tertiaires, en concurrence avec les autres zones de la région métropolitaine, mais plutôt avec les autres centres-villes nord-américains. Avec les autres zones de la région, le centre-ville de Montréal entretiendrait un rapport de complémentarité: les activités manufacturières et commerciales des zones périphériques seraient liées en bonne partie à la diversité des activités tertiaires du centre-ville et le tertiaire moteur du centre-ville reposerait sur le dynamisme industriel des zones périphériques de la région métropolitaine et des autres régions du Québec

Le document qui contient trente-huit (38) tableaux est très riche en données sur chacune des zones de la région métropolitaine de Montréal. C'est son point fort. De plus, les tendances révélées par ces données, sont mises en relation avec celles observées dans les grandes villes nord-américaines, et plus particulièrement Toronto et Vancouver. Cependant, l'étude reste très descriptive. L'analyse des facteurs explicatifs n'y est pas approfondie et les conséquences des tendances dégagées sont à peine esquissées. Enfin, ces tendances ont été calculées sur un terme assez court, soit dix (10) ans (1971-1981). Il eut été intéressant de situer de manière plus détaillée l'arrière-plan historique des mutations économiques mises en lumière.

Richard Morin
Département d'études urbaines
Université du Québec à Montréal

Beckman, Margaret; Langmead, Stephen; and Black, John. *The Best Gift: A Record of the Carnegie Libraries in Ontario*. Toronto and London: Dundurn Press, 1984. Pp. 192. Illustrations. \$29.95

The Best Gift: A Record of the Carnegie Libraries in Ontario is an interesting review of the grants provided to Ontario communities by the American philanthropist Andrew Carnegie (and later the Carnegie Corporation of New York). The funds, which were awarded between 1901 and 1917, supported the establishment of public libraries. The book was written for several reasons: to record part of Ontario and Canada's heritage as well as the history of libraries; to raise awareness of the Carnegie libraries and thus prevent insensitive renovation and demolition of the buildings; to signal the authors' appreciation for the Carnegie libraries that they have patronized; and to explore a research subject shared by the three authors. The final stimulus for producing the book came from the Province of Ontario: the volume was published in 1984, the year of Ontario's Bicentennial. The publisher, Dundurn Books, is well known for publishing works on Canadian heritage.

The major primary sources consulted were microfilms of correspondence relating to library funding from the Carnegie Corporation of New York, the annual reports of Ontario's Department of Education, and archival holdings of some of the Carnegie libraries, including local Library Board minutes. The Carnegie Corporation's microfilms contain letters written to and by James Bertram, who was Carnegie's secretary and the administrator of the library grants. This documentation is a rich but relatively unexploited record of the requests made for library funds. Its use makes accessible new material on the history of over 100 libraries, to the benefit of local historians researching community development across Ontario.

In addition to presenting detailed accounts of the establishment of individual institutions, *The Best Gift* offers insights into the evolution of a grant program's delivery. Originally, Carnegie grants were given if the community provided a site and guaranteed annual operating support for the new facility (usually a percentage of the capital grant). Several years of experience with projects that were poorly designed or that overran their budgets led Carnegie (or Bertram) to require that the building's plans be submitted for approval prior to tendering. In 1911, to assist communities in satisfying Bertram's expectations, a leaflet entitled *Notes on Library Building* [sic], with sample floor plans and general advice to library planners, was sent to each grant recipient. The provincial government was involved in the Carnegie grants through its Inspector of Public Libraries, who interpreted Ontario's library legislation to Bertram and the local communities. After 1905, the Province asked that plans for new libraries be filed with the Department of Education to create an information resource that could be used by other communities. A collection of related publications was added later, together with "lantern slides" and photographs for loan. The increasingly heavy regulation of the grant program, to improve the technical quality of the projects, and the growing influence of the Province in consulting with Bertram on new projects and in providing communities with advisory support are elements that recur frequently in the history of a variety of public and private financial assistance programs.

The Best Gift suffers from two major analytical weaknesses. The first is inadequate consideration of the social context of the Carnegie grants. Library development in other provinces (and particularly the small number of grants awarded outside of Ontario) is ignored; the reasons for the tremendous surge in interest in public libraries in the late nineteenth and early twentieth century is not dealt with; and the discussion of Carnegie's motives in funding libraries is incomplete. Carnegie's belief in anglo-supremacy, for instance, is not mentioned, even though links clearly existed between that view and the funding of libraries in Commonwealth countries and the United States. Perhaps this shortcoming reflects the authors' backgrounds, which lie in library science and architecture, not Canadian history. Mar-